

Démarche très intéressante, qui aurait été pertinente avec un plus grand échantillon de matière. Votre montage vidéo final est très bien mené – mais vous avez incrusté plein de fautes («ils s'en sont prit» ! «entré» etc.). Tel quel, impossible à diffuser, il y a trop de fautes !  
Y a-t-il moyen de refaire le montage ?  
Je peux vous aider à rajouter quelques trucs.

Mais votre synthèse est étrange. Vous y faites une erreur méthodo : alors que vous dites vous-mêmes que vos résultats sont peu significatifs dû au manque d'échantillons, vous tirez quand même une conclu – en gros la tv privé « durcit le trait », la chaîne publique « fait un travail plus global » en prenant une hypothèse ad hoc (public contre privé, que vous n'étayez pas).  
En outre, vous parlez de reportage de M6 « +fidèle » (à quoi ? À la position officielle de la France – c'est un vrai conflit d'intérêt). Vous déclarez aussi : que le rep. de Fr3 est « le plus contrasté dans son objectivité » ? Nous avons vu en cours que l'objectivité journalistique n'existe pas.

Si vous m'aviez demandé un coup de main, je vous aurai posé la question : en quoi ces reportages légitiment-ils l'intervention de la France ? Y a-t-il un discours récusant l'intervention des forces françaises ? Comment se fait-il que tout le monde (presque) soit d'accord pour intervenir ? Il est une chose que de dénoncer Gbagbo, mais envoyer une force extérieure en plein conflit d'intérêt intervenir en est une autre. Est-ce le respect de la démocratie ? Dans ce cas, on peut repérer un certain nb de bi-standart dans l'histoire récente (soutien officiel de la France au régime Ben Ali, à l'élection du fils Bongo, à Compaoré au Burkina, réception de Khadafi il n'y a pas si longtemps, etc). C'est comme un gigantesque *plurium interrogationum*, voyez ?

Autre manque de votre dossier : vous auriez pu tenter de chercher des infos traitant le conflit sur les tv ivoiriennes, burkinabe, sénégalaise (ce n'est pas l'écueil de la langue, qui se pose), voire les tv du Maghreb ou Al Jazeera, voire encore les TV US ou anglais par ex (dont les intérêts impérialistes sont concurrents de ceux de la France). La comparaison entre les TV françaises / TV ivoiriennes / TV autres aurait été riche – mais entraînait un gros travail dépassant le cadre de ce dossier.

Un exemple seulement

Le Potentiel, quotidien d'informations congolais à la même période :

*«L'intervention française dans la capitale économique Abidjan est perçue par les Ivoiriens et les panafricanistes comme étant une recolonisation de l'Afrique en ce troisième millénaire. Et cette vision peut paraître dangereuse contre l'Hexagone à cette époque de grandes mutations où les puissances asiatiques constituent une alternative par excellence pour les pays africains qui en ont assez de la coopération du type néocolonialiste.»*

- Votre intro sur les liens financiers et l'origine des troubles est plus que succincte, et pour le moins simpliste. Vous m'auriez demandé, je vous aurai fourni de la documentation. Ex : «liens forts avec la Cd'I». Il s'agit de liens, au sens de cordelettes ! Depuis Houphouët Boigny, c'est entretenu, voulu. Ne vous paraît-il pas étonnant que la Force Licorne soit sur place depuis 2002 ?  
Un peu de lecture même courte comme [http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89v%C3%A9nements\\_de\\_C%C3%B4te\\_d%27Ivoire](http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89v%C3%A9nements_de_C%C3%B4te_d%27Ivoire) aurait donné un peu de grain à moudre.

P4 analyse sémantique + intuitive ? Que voulez-vous dire ?

Vous n'avez pas discuté des termes «miliciens», «mercenaires» ?  
Avez-vous vérifié les affirmations sur les forces angolaises ?

«Sa journée à prier» : le sens est évident, donner une consonance religieuse à la chose.

Juppé dit «Gbagbo» sans prénom, ce qui est loin du protocole classique  
Les sources des images et les infos proviennent quasi-toutes du ministère français

TV abidjan dit :

« Selon nos informations, les forces-pro Gbagbo sont épaulées par près d'une centaine de soldats de l'Unité de la garde présidentielle (UGP) angolaise. Les soldats angolais sont détachés à la présidence ivoirienne sous le commandement du colonel Vitor Manena. Des instructeurs du président angolais José Eduardo dos Santos avaient formé aux techniques de guérilla urbaine, à Abidjan et Luanda, la Garde républicaine ivoirienne de Bruno Dogbo Blé et ceux du Groupe de sécurité du président de la République (GSPR) de Ahouman Brouha Nathanael.»

ou encore

«L'Angola, dont la société d'État Sonangol est actionnaire à 22 % de la Société ivoirienne de raffinage (SIR), n'a donc pas abandonné Laurent Gbagbo, comme on aurait pu le penser. Luanda a d'ailleurs passé avec le président sortant un accord de défense, signé en mars 2009 par le ministre angolais de la Défense, Kundi Paihama. Depuis plusieurs mois, quelque 92 soldats angolais de l'Unidade da Guarda Presidencial (UGP, unité d'élite), sont détachés à la présidence ivoirienne sous le commandement du colonel Vitor Manena. Et ce sont des instructeurs du président angolais José Eduardo dos Santos qui ont formé aux techniques de guérilla urbaine, à Abidjan et Luanda, la Garde républicaine de Bruno Dogbo Blé et ceux du Groupe de sécurité du Président de la République (GSPR) de Ahouman Brouha Nathanael. Gbagbo est d'ailleurs le seul président qui a mis sur pied un bataillon de la garde républicaine affecté à la résidence présidentielle (Cocody ambassade). Selon nos informations, les Angolais souhaitaient se servir du Ghana comme base arrière pour d'éventuelles interventions en Côte d'Ivoire. Mais William Ward, le patron d'Africom, s'est rendu à Accra en février dernier pour mettre en garde les autorités ghanéennes contre un tel soutien.

Source : Jeune Afrique»